

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 16/05/2022 de l'établissement BERICAP Eiffel implanté 1, Boulevard Eiffel BP 96 21600 LONGVIC, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Pour les constats « susceptibles de suites », l'exploitant doit, **dans les délais** impartis pour présenter ses observations, respecter les prescriptions concernées tout en transmettant à l'inspection des installations classées par courrier ou courriel, les justificatifs correspondants (selon les cas : commandes, services faits, étude, analyses, photos, etc.). **Dans le cas contraire, il pourra être proposé de mettre en demeure** l'exploitant de respecter les prescriptions édictées pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- nom : Moyens de lutte contre l'incendie - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2018 article : 7.6.3

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 DIJON

DIJON, le 10/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/05/2022

Contexte et constats

Publié sur 

BERICAP Eiffel

1 Boulevard Eiffel
BP 96
21600 LONGVIC

Références : 2022-301
Code AIOT : 0005402211

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/05/2022 dans l'établissement BERICAP Eiffel implanté 1, Boulevard Eiffel BP 96 21600 LONGVIC. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une action départementale "incendie" mise en place par l'unité départementale de Côte d'Or.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BERICAP Eiffel
- 1, Boulevard Eiffel BP 96 21600 LONGVIC
- Code AIOT : 0005402211
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Non

BERICAP est un site de fabrication de bouchons de bouteilles en plastique.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- risque accidentel – incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 15/05/2018, article 7.6.3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Intervention des services de secours	Arrêté Préfectoral du 15/05/2018, article 7.6.3	/	Sans objet
2	Détection et Alerte	Arrêté Préfectoral du 15/05/2018, article 7.6.3	/	Sans objet
4	Rétention	Arrêté Préfectoral du 15/05/2018, article 7.6.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a connaissance des principaux enjeux et du risque incendie présent sur le site. Néanmoins, la maîtrise du dispositif queue de paon, essentiel à la limitation des effets létaux hors du site en cas d'incendie sur les silos, doit être amélioré afin d'être à la hauteur de l'enjeu.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Intervention des services de secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2018, article 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose a minima : <ul style="list-style-type: none">- de plans des locaux à jour facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours (plan des locaux avec identification des risques, des moyens de lutte contre l'incendie, des organes d'isolement du site,.....).
Constats : Une mallette pompier est disponible à l'entrée de l'accueil du personnel. Au déclenchement de l'alarme d'évacuation, le responsable d'évacuation passe prendre la mallette. S'il n'est pas présent, son responsable direct (ou le chef d'équipe si c'est la nuit) est responsable de la mallette. Ce point étant récent dans la procédure, il n'a jamais été testé. Le plan d'intervention se trouve dans la mallette pompier. La dernière mise à jour date du 07/04/22. Le plan d'intervention appelle les remarques suivantes : <ul style="list-style-type: none">- le plan doit être agrandi (format A3 ou plus) et être rigide pour une meilleure lisibilité,- les poteaux incendie doivent être affichés en bleu, comme tous les autres point d'eau à disposition des pompiers (conformément à leur charte graphique),- les numéros d'identification des bâtiments doivent être ajoutés,- les voies de circulation des pompiers doivent être clairement identifiées ainsi que les sens de circulation,- les murs REI120 doivent être identifiés (en rouge charte graphique du SDIS),- le point de rassemblement du personnel doit être ajouté. Le plan identifie une réserve de 900 m ³ disponible en cas d'incendie, il s'agit en réalité d'une zone d'infiltration, cette réserve est à retirer du plan. Le plan pourra utilement être soumis au SDIS.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Détection et Alerte

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2018, article 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, MOYENS DE DÉTECTION
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose a minima : <ul style="list-style-type: none">- d'un système de détection automatique d'incendie sur l'ensemble des bâtiments pour le bâtiment de stockage, l'installation fixe automatique à eau assure la fonction détection incendie et transmission de l'alerte ;- d'un système interne d'alerte incendie ; Le bon fonctionnement de ces moyens est contrôlé périodiquement.
Constats : L'ensemble des bâtiments est équipé d'une détection incendie (détecteur de fumées (optique pour les zones ATEX), des détecteurs de gaz sont disposés au besoin et notamment dans le local de charge (hydrogène). La détection alerte le prestataire de gardiennage, la centrale incendie du site (SSI) et les contacts internes identifiés. Si aucun ne prend l'alerte dans les 5 minutes, l'alarme d'évacuation est déclenchée. Lors d'une détection, la localisation du point de déclenchement est transmise et une levée de doute est réalisée. Les personnes de la centrale incendie dispose des contacts (2) a appelé en fonction de la localisation. Si ces personnes ne répondent pas, l'alarme d'évacuation est déclenchée. Si la levée de doute confirme l'incendie ou si la personne ne donne pas de nouvelle au bout des 5 minutes, l'alarme d'évacuation est déclenchée. En cas d'évacuation, le responsable d'évacuation appelle les secours une fois l'évacuation terminée et le point fait avec les serre-fils. Il peut donc y avoir un temps conséquent entre le début de l'incendie et l'appel au pompier. La procédure doit être revue afin de réduire ce temps au minimum. Le rapport n°15624467 de vérification du système de détection incendie du 24/02/2022 a été vu par l'inspection. Ce rapport précise qu'un détecteur multiponctuel type Vesda est hors service.
Observations : Une attention particulière sera portée sur la signature des rapports notamment celui mentionné ci-dessus, en effet ce dernier est signé "Covid19"
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2018, article 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un système d'extinction automatique d'incendie sur les bâtiments A, C, D, hall expédition et bâtiment « Stockage »; - d'un dispositif « queue de paon » mis en place face aux silos de stockage de matières premières ; - d'une réserve d'eau incendie constituée au minimum de 2050 m³ avec réalimentation par le réseau de ville garantie pour une période de 2 heures en toute circonstance ; - d'un bassin réserve d'eau incendie de 500 m³, équipé de 4 prises d'aspiration « pompier » de diamètre 100 mm et d'une aire d'aspiration de 64 m² (8m x 8m) pour engin pompe ; - d'un réseau fixe d'eau incendie protégé contre le gel, constitué de 8 poteaux incendie (munies de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours) alimentées par le réseau sprinkler avec deux motopompes de 1 080 m³/h unitaire ; Ce réseau doit être en capacité de fournir un débit de 240 m³/h en simultané sous 1 bar de pression dynamique, pendant une durée minimale de 2 heures ; - de robinets d'incendie armés sur l'ensemble du site, en dehors du bâtiment de stockage ; - d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ; <p>Le bon fonctionnement de ces moyens est contrôlé périodiquement.</p> <p>L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.</p> <p>Constats : Les bâtiments A, C, D, le hall d'expédition et le bâtiment stockage dispose d'un système d'extinction automatique relié à une cuve de 2050 m³.</p> <p>Le dispositif queue de paon se situe en limite de propriété face au silo de matières premières, l'exploitant précise que le système se déclenche en cas de baisse de pression dans le réseau de sprinklage (par dépression). Cependant, les silos ne sont pas reliés au réseau de sprinklage. Ainsi, en cas d'incendie sur les silos, le dispositif queue de paon ne se déclenche pas.</p> <p>L'étude de dangers de 2009 intègre ce rideau d'eau comme mesure de maîtrise des risques permettant d'éviter les effets létaux en dehors du site en cas d'incendie des silos.</p> <p>Demande de compléments : l'exploitant justifiera le caractère opérationnel du dispositif queue de paon au regard des éléments de son étude de dangers et de la définition d'une mesure de maîtrise des risques précisés en observation.</p> <p>Le site dispose d'une réserve d'eau de 620 m³ identifiée sur le plan d'intervention dotée de 4 raccords pompiers. Cette réserve n'a pas été testée par le SDIS et ne figure pas sur la DECI.</p> <p>Par ailleurs, le site dispose de 5 poteaux incendie, dont 2 sont alimentés par le réseau de sprinklage, cette information pourra être ajoutée au plan d'intervention. Les rapports de contrôle des poteaux incendie du 18/11/2020 a été vu par l'inspection.</p> <p>Les motopompes du système d'extinction automatique sont testées tous les mercredis, le cahier de suivi du local été vu, il ne permet pas de conclure quant au résultat du test.</p> <p>La fiche d'intervention n°2411551-2022-20 du 18/05/22 a été vu par l'inspection. Elle concerne les essais sprinklers et groupe électrogène ainsi que le contrôle des pompes de relevage. La fiche n'est pas conclusive.</p> <p>Observations : L'étude de dangers de 2009 précise page 134 : "Le dispositif (queue de paon) correspond à une ligne de détection thermo pneumatique constituée d'un tuyau en polyamide à température de fusion contrôlée. Cette ligne est alimentée en pression par une bouteille d'azote</p>

<p>au travers du boîtier de détection. La ligne se rompt au contact de la flamme ou, plus généralement, lors d'une élévation anormale de température. Ceci provoque instantanément la chute de pression dans la ligne et l'ouverture de la vanne du réseau d'eau. Le système peut être également actionné manuellement à l'aide d'un système de type "coup de poing".</p> <p>L'article 4 de l'arrêté du 29 septembre 2005, applicable au site à autorisation, précise, concernant les MMR : "Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité."</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2018, article 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Le réseau est maillé et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée.</p> <p>Constats : Les eaux d'extinction ruissellent dans le réseau d'eau pluviale transféré par une pompe de relevage dans le bassin de rétention situé au sud-est du site. Les eaux du bassin sont ensuite transférées dans des bassins d'infiltration. En cas d'incendie, une vanne d'isolement permet de conserver les eaux dans le bassin. Le responsable d'évacuation doit fermer la vanne et la procédure est rappelée dans la mallette d'évacuation. Cette procédure n'a jamais été testée et devra l'être au prochain exercice de façon à s'assurer que l'accès est aisé et que la vanne peut être manipulée par une seule personne.</p> <p>Le plan des réseaux d'eau pluviale est à mettre à jour en précisant notamment la capacité du bassin de rétention.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet